Grève de la surveillance du bac le 17 juin
Pourquoi une grève le 17 juin, 1er jour du bac ? …

Comment en est-on arrivé là ?

Ce mouvement de grève de surveillance des examens le 17 juin est historique, exceptionnel et douloureux. Un tel appel ne s'est produit qu'à deux reprises : en 1968 et en 2003.
Pour des professeurs attachés à la réussite de leurs élèves et à l'existence de diplômes nationaux, cette décision est difficile mais elle montre bien la gravité de la situation dans laquelle se trouve l'Education nationale.

IL NE S'AGIT DONC PAS D'UN APPEL À LA LÉGÈRE.
IL NE S'AGIT PAS NON PLUS D'UN APPEL IRRESPONSABLE.

Nous nous sommes mobilisés à de multiples reprises : grèves, manifestations, interpellations via les médias et les réseaux sociaux, lettres au Ministre… Resté sourd à nos revendications, le Ministère ne nous laisse d'autre perspective que la grève des examens. Elle s'impose malheureusement face à l'ampleur du désastre et aux conséquences des réformes pour les générations à venir.

CETTE GRÈVE S'INSCRIT CONTRE LA RÉFORME DES LYCÉES

- **Des spécialités « locales » = un bac local => un lycée inégalitaire**
- **Dès la 1ère, des évaluations permanentes pour l'examen => une pression accrue sur les élèves**
- **Moins de postes = des classes surchargées => des élèves délaissés**
- **Parcoursup = pression dès la seconde pour le choix des spécialités => une orientation post-bac qui deviendra irréversible**

NOUS REFUSONS QUE LE LYCÉE DEVIENNE LE LIEU DE LA SÉLECTION SOCIALE !

Nous exigeons le retour à un examen national, à des conditions d'apprentissage équitables et favorables à tous les élèves, ce qui implique :

- le retrait des réformes des lycées et du baccalauréat ;
- le retrait des projets de loi « École de la confiance » et « Fonction publique » ;
- une baisse des effectifs dans les classes ;
- des moyens pour l'inclusion en collège et en lycée.

La balle est désormais dans le camp du gouvernement, qui ne devrait pas sous-estimer la gravité de la situation !